

## 1 Les retraités dans la crise sanitaire et économique

2 Notre 12<sup>e</sup> congrès se tient dans le contexte d'une crise sanitaire, sociale, environnementale et économique mon-  
3 diale particulièrement grave. La pandémie a révélé les défaillances dramatiques de la politique d'Emmanuel  
4 Macron et de ses prédécesseurs. Le document d'orientation que nous avons élaboré avant la pandémie a ana-  
5 lysé cette politique et ses conséquences prévisibles notamment sur notre système de santé.

6 Notre document formule des propositions de nature à changer le cap de cette politique. Ces analyses et ces  
7 revendications se trouvent confirmées par l'incapacité dans laquelle s'est trouvée la France pour faire face à la  
8 crise sanitaire. Elles conservent toute leur valeur pour l'action de nos organisations dans la période à venir.

9 La crise sanitaire qui perdure et la crise économique dans laquelle notre pays est plongé modifient cependant  
10 les conditions de notre action. Notre réflexion s'inscrit dans la démarche confédérale définie dans le document  
11 « *Le progrès social et environnemental c'est possible et urgent!* »

12 Nous avons pensé utile d'associer au document d'orientation cet additif. Ces deux documents abordent nos  
13 orientations pour les trois prochaines années à la lumière de ce que nous venons de vivre et de ce que le gou-  
14 vernement envisage.

## 15 **CHAPITRE I : La France démunie face à la pandémie**

### 16 **1. Une crise prévisible**

17 Le gouvernement d'Emmanuel Macron a une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sani-  
18 taire. Les suppressions de 69 000 lits en 15 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans,  
19 l'insuffisance des lits de réanimation et de tests, la pénurie de masques pour les soignants et la population ont  
20 rendu inévitable une longue période de confinement.

21 Les retraité-e-s et les personnes âgées ont payé un lourd tribut à la pandémie du Covid-19: neuf personnes  
22 décédées sur dix avaient 65 ans et plus, notamment parmi les résidents des Ehpad.

23 Contrairement à ce qu'affirme le président de la République, la France n'était pas préparée à affronter cette  
24 pandémie.

25 Le prétexte de la surprise ne tient pas: l'apparition de nombreux virus depuis 30 ans auraient dû mobiliser des  
26 moyens de prévention et de protection conséquents, c'est l'inverse qui a été fait. Les luttes des personnels soi-  
27 gnants avaient révélé la dégradation de notre système de santé, ils n'ont pas été entendus, mais sanctionnés et  
28 réprimés.

29 Les incohérences et les mensonges du gouvernement sur la disponibilité des masques et des tests pour dissi-  
30 muler la pénurie ont accentué la défiance de l'opinion à l'égard des institutions et de notre système de santé.

31 Le résultat de cette politique c'est la mise à l'arrêt quasi total de notre économie et ses conséquences désas-  
32 treuses pour l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés et des retraités.

### 33 **2. La faillite du modèle néolibéral en France et dans le monde**

34 Ce qui a permis au pays de tenir, ce sont les salariés des services publics, de l'agriculture, des transports et de la  
35 distribution par un engagement et une solidarité sans faille. Ceux précisément que le président de la République  
36 a méprisés. « Les premiers de cordée » que le Président a couverts de cadeaux n'ont été d'aucune utilité et ont  
37 continué d'engranger des dividendes sans vergogne.

38 La crise a confirmé que ce qui fait vivre un pays ce sont ceux qui travaillent et non ceux qui en tirent profit pour  
39 accumuler d'immenses fortunes qui manquent au financement de la santé et aux investissements.

40 La crise sanitaire a également montré que la mondialisation libérale était le contraire de la solidarité et de la  
41 coopération. La concurrence que se sont livrés les États européens et les États-Unis pour l'approvisionnement  
42 en masques en est un exemple, à comparer avec les mouvements de solidarité et de coopérations des salariés  
43 dans la lutte contre le coronavirus.

44 Le marché, censé réguler le bon fonctionnement de l'économie et de la société s'est avéré incapable de prévoir  
45 et de répondre à la crise sanitaire. Au contraire la priorité donnée à l'enrichissement privé contre le service public,  
46 par Emmanuel Macron a désarmé notre système de santé et notre appareil productif.

47 La logique du marché s'est révélée incompatible avec l'intérêt général. C'est le service public qui en est le seul  
48 garant. Il doit devenir une priorité de l'action de l'État.

## 49 **CHAPITRE II : La politique gouvernementale « d'après la crise »**

50 Depuis 20 ans les retraités sont la cible préférée des gouvernements pour qui l'austérité est la seule réponse  
51 possible à la compétition mondialisée. Pour eux les retraités sont une charge et leur nombre croissant justifie la  
52 réduction de leurs droits.

53 C'est ainsi que leurs pensions ont été bloquées et la fiscalité augmentée, tandis que la hausse des prix entamait  
54 un peu plus leur pouvoir d'achat. Pour la plupart, les tarifs pratiqués dans les Ehpad leur en interdisent l'accès.  
55 Les moins démunis doivent sacrifier un patrimoine acquis par le travail de toute une vie pour financer leur héber-  
56 gement. Avant la pandémie la France, 6<sup>e</sup> puissance du monde, comptait plus d'un million de retraités pauvres.

### 57 **1. « Sacrifier les plus fragiles »**

58 Avec la pandémie, pour pallier la pénurie de moyens de protection de médicaments et de lits de réanimation,  
59 le sacrifice des contaminés les plus fragiles est apparu justifié jusqu'au sommet des autorités sanitaires, qui ont  
60 recommandé de les accompagner dans la mort. Le déconfinement ne leur a été autorisé qu'à la suite d'une vive  
61 protestation des syndicats et associations de retraités.

62 La crise économique, qui menaçait avant la pandémie, atteint des proportions inédites. Le mode de production  
63 structuré par le capitalisme financier et le mode de consommation qu'il induit sont mis en cause pour leurs effets  
64 sur le dérèglement climatique.

### 65 **2. « L'après » pire qu'avant ?**

66 Le président de la République s'est empressé de tirer un trait sur ses responsabilités avant et pendant la pandé-  
67 mie et sur ses promesses de changement. Conscient cependant de sa perte de crédibilité dans l'opinion à 2 ans  
68 de l'élection présidentielle, il s'efforce de donner à la poursuite de sa politique destructrice toutes les apparences  
69 du changement.

70 Si la mobilisation populaire ne l'en empêche « l'après » de la politique d'Emmanuel Macron sera pire. Il n'hésitera  
71 pas à s'appuyer sur les conséquences de la crise sanitaire pour imposer les objectifs « d'avant ».

72 Sous couvert de renforcer notre système de santé : faire appel au capital privé pour investir dans les secteurs  
73 les plus rentables de la santé. Faire porter le poids de la crise sanitaire sur la Sécurité sociale et l'endetter, pour  
74 conforter l'introduction des assurances privées et des fonds de pension dans le partage des ressources de la  
75 Sécurité sociale. C'est notamment le sens de la création de la 5<sup>e</sup> branche pour l'aide à l'autonomie et de la relance  
76 de la réforme des retraites.

77 Mettre fin au régime universel et solidaire de la Sécurité sociale pour lui substituer l'individualisation des risques  
78 et la promotion de l'assurance privée. Et ainsi satisfaire le vieux rêve du patronat français : effacer l'ambition révo-  
79 lutionnaire du Conseil National de la Résistance, « contribuer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins ». Le  
80 « Nouveau Monde » d'Emmanuel Macron c'est une régression programmée de toutes les conquêtes sociales  
81 depuis un siècle.

82 Les difficultés de la Sécurité sociale et du pays, aggravées par la crise sanitaire, seront instrumentalisées pour  
83 justifier la généralisation de l'austérité, la limitation des dépenses publiques et donc des services publics, le blo-  
84 cage voire la réduction des salaires et des pensions, la réduction des droits des salariés, la répression violente et  
85 judiciaire des mouvements de protestations.

86 Le chômage et particulièrement celui des jeunes sera également invoqué pour faire admettre des sacrifices aux  
87 retraités.

### 88 **3. Se mobiliser pour des « jours heureux »**

89 Mais les retraités comme l'ensemble de la population ont fait l'expérience du rôle crucial des services publics et  
90 de leurs agents. Les politiques d'austérité menées depuis des décennies et la quête du moindre « coût social »  
91 ont affaibli la France, son système de santé, son potentiel économique, sa vie démocratique et entamé grave-  
92 ment la confiance des citoyens dans les institutions.

93 Pour sortir durablement de cette crise les solutions de bon sens doivent s'imposer : renforcer les services publics  
94 pour assurer la protection et le bien vivre de tous, redonner du pouvoir d'achat au plus grand nombre pour  
95 stimuler l'activité économique, reconnaître la place et le rôle des retraités pour relancer la vie économique et  
96 sociale du pays.

## 97 **CHAPITRE III : Les réponses des retraité-e-s CGT**

### 98 **1. Priorité à la santé!**

99 En renforçant l'hôpital public au cœur d'un dispositif associant les Ehpad, les USLD, les aides à domicile dans des  
100 centres de santé publics de proximité, les établissements du secteur privé non lucratif.

101 Un financement assuré par une Sécurité sociale intégrale, collecteur unique des cotisations sociales, financeur  
102 unique des dépenses de santé et gérée démocratiquement par les assurés.

103 De nouveaux moyens financiers et humains : l'annulation de la dette des hôpitaux, l'augmentation des budgets  
104 de 5 %, un premier plan de 100 000 recrutements, la suppression des Agences régionales au profit de services  
105 déconcentrés de l'État dans les départements et régions.

106 Pour l'aide à l'autonomie et son financement : création d'un nouveau risque dans la branche maladie de la sécu-  
107 rité sociale avec zéro reste à charge et 200 000 recrutements.

### 108 **2. Des services publics améliorés et renforcés**

109 Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

110 Améliorer la qualité de leurs missions et les déployer sur l'ensemble du territoire doivent donc devenir une priori-  
111 té de l'État et des collectivités territoriales. Pour cela ils doivent échapper aux logiques prédatrices des marchés  
112 financiers, qui visent à la réduction de leurs moyens et à la marchandisation des secteurs rentables.

113 Établissons dans chaque collectivité un inventaire des services publics utiles aux retraités. Dans une large mobi-  
114 lisation des retraités, des salariés et de l'ensemble des usagers, portons-les auprès des commissions locales et du  
115 Conseil national des services publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'action sociale, des trans-  
116 ports et du logement.

### 117 **3. Pour une agriculture respectueuse de la santé et de la nature**

118 La crise sanitaire a conforté l'évolution du comportement des consommateurs. La forte augmentation des achats  
119 de fruits et les légumes, des produits « bio » et le recours aux commerces de proximité malgré des prix plus éle-  
120 vés, témoignent de la part de ces « consom'acteurs » de l'exigence d'une alimentation respectueuse de la santé  
121 et de la nature. D'où la nécessité d'une augmentation du pouvoir d'achat des salariés et des retraités.

122 Il est urgent de repenser la production dans son intégralité en favorisant les circuits courts ; en soutenant l'arti-  
123 sanat alimentaire et la coopération entre producteurs et travailleurs de la terre ; en renforçant les normes envi-  
124 ronnementales ; en assurant aux agriculteurs un revenu décent par un soutien public d'ampleur et un contrôle  
125 public accru de la filière agroalimentaire.

### 126 **4. Démocratiser l'usage et la gouvernance du numérique**

127 Internet et les réseaux sociaux ont été particulièrement utiles lors du confinement et ils le seront à l'avenir.

128 Les enjeux du numérique tels que nous les avons identifiés lors du colloque de l'UCR se trouvent ainsi confirmés.  
129 Les retraités doivent pouvoir bénéficier partout de l'accès à internet et d'un accompagnement gratuit pour son  
130 utilisation dans des ateliers numériques de proximité et animés par des services publics.

131 Mais la dématérialisation des procédures administratives ne peut justifier l'affaiblissement voire la suppression  
132 de services publics. La crise sanitaire ne doit pas servir d'alibi au traçage des individus.

133 L'UCR-CGT exige l'arrêt de la collecte généralisée des données personnelles et de santé, avec l'instauration d'un  
134 véritable droit à l'effacement d'informations jugées sensibles. Elle s'oppose à toute utilisation liberticide d'outils  
135 technologiques.

### 136 **5. Bien vivre dans nos territoires**

137 Le confinement a confirmé l'urgence d'une politique d'aménagement du territoire basée sur la mixité sociale, la  
138 construction de logements sociaux et une urbanisation libérée des aléas du marché immobilier.

139 Le droit à la mobilité nécessite la création d'un pôle public de transports pour promouvoir des infrastructures de  
140 transports collectifs notamment dans les zones rurales.

141 L'accès à l'énergie, produit de première nécessité, doit être garanti sur l'ensemble du territoire, par un pôle public  
142 pratiquant des tarifs accessibles, voire financés par la solidarité nationale si besoin.

143 Le traitement et la distribution de l'eau doivent faire l'objet d'une politique planifiée garantissant la préservation  
144 des ressources vitales pour la population et pour la planète.

145 *Le service public, la justice sociale, la démocratie et la transition écologique sont des piliers solides pour construire un*  
146 *modèle de société fondé sur les besoins et où la place des retraités sera reconnue.*

## 147 **CHAPITRE IV : Le « geste barrière » : des retraité-e-s CGT plus nombreux-ses**

148 Dans ce nouveau contexte face au fatalisme qui pourrait gagner les retraités, le renforcement du syndicalisme  
149 devient crucial.

150 Même confinés, les retraités CGT avec leurs UFR, USR et sections, ont su réagir vivement aux maltraitements orga-  
151 nisés par le gouvernement en direction des retraités. Pour la période à venir les liens entre action revendicative,  
152 syndicalisation et rapport de force doivent être renforcés.

### 153 **1. Les retraités sont une cible toute trouvée.**

154 On aura tout entendu à la veille du déconfinement. La campagne de mise à l'écart, de marginalisation, de culpa-  
155 bilisation orchestrée avec la complicité des médias a battu son plein. Le message, colporté insidieusement sur  
156 les aînés nantis qui pourraient supporter les coûts de la Covid, fait son chemin. Pour les arrêter notre voix doit  
157 être plus forte.

### 158 **2. Les nouvelles conditions de la bataille des idées**

159 Le gouvernement compte bien exploiter les conséquences des crises sanitaire et économique pour imposer sa  
160 politique. La bataille d'idées doit être au cœur de notre stratégie.

161 S'informer CGT c'est lire CGT avec notre magazine *Vie nouvelle* pour aider nos lecteurs à la réflexion et à la syn-  
162 dicalisation, favoriser la continuité syndicale. C'est important pour les syndiqués isolés et pour combattre la  
163 propagande gouvernementale.

164 Consolidons l'idée que l'adhérent et adhérente CGT retraités doivent être abonnés à *Vie nouvelle*. S'informer et  
165 diffuser les messages de la CGT c'est aussi visiter le site UCR et partager les publications de sa page Facebook.

### 166 **3. Les retraités CGT**

167 Les sections de retraités CGT forment un réseau social solidaire et combattif. Les contacts entre adhérents et  
168 les échanges d'informations: communiqués, tracts... ont contribué à garder un lien solidaire, convivial et à  
169 construire des revendications spécifiques à partir du vécu des retraités. Le dispositif des référents et coopérants  
170 doit nous permettre de renforcer les liens entre: UCR, USR, UFR. La coopération avec les USR est assurée par les  
171 membres de la Commission exécutive, la coopération avec les UFR est placée sous la responsabilité de la vie  
172 syndicale.

### 173 **4. Des organisations dynamiques et accueillantes.**

174 Pendant la période de confinement, nos organisations ont continué à fonctionner à tous les niveaux en tenant  
175 régulièrement des réunions téléphonées, des visioconférences qui ont été indispensables pour faire vivre la  
176 démocratie.

177 En toutes circonstances il est important que nos organisations se réunissent régulièrement et s'ouvrent aux  
178 retraités proches de la CGT pour organiser l'action.

### 179 **5. Des actions fortes qui rassemblent**

180 Développer des initiatives dans les territoires et en entreprise avec des revendications fondées sur les besoins  
181 des retraités dans leur vie de tous les jours. Exiger d'être considérés comme des citoyens à part entière en éla-  
182 borant des réponses aux besoins de santé, de pouvoir d'achat, d'accessibilité aux services publics, au logement,  
183 aux transports...

### 184 **6. Une présence influente sur les réseaux sociaux**

185 Malgré des inégalités d'accès, les sites des organisations UCR, UFR, USR ont été alimentés. Les pétitions en ligne  
186 ont permis d'impliquer et de faire partager les revendications à un grand nombre de retraités. Il nous faut gagner  
187 plus d'influence encore sur les réseaux sociaux.

### 188 **7. Le renforcement nécessaire et possible**

189 Les retraités ont été maltraités avant, pendant et après le confinement. Les initiatives de syndicalisation sont  
190 un bon moyen pour rencontrer, partager, soutenir, défendre et rassembler les retraités sur des propositions qui  
191 permettraient de vivre dignement.

192 Nous avons les moyens de renforcer notre organisation, les raisons ne manquent pas et notre détermination doit  
193 être à la mesure des attaques que subissent les retraités. La syndicalisation est un élément clé de la construction  
194 du rapport de force avec le plus grand nombre de retraités.

195 « Tous les Hommes naissent libres et égaux », c'est vrai pour les femmes et les hommes retraités !